

Jacques BIOT
Président

**Délibération de la 178^{ème} séance du 13 octobre 2016
du Conseil d'administration de l'École polytechnique**

Budget initial 2017

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Article 1 :

Le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

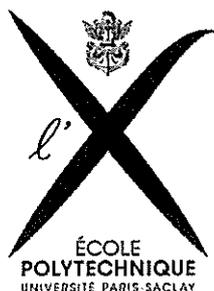
- 2.500,7 ETPT sous plafond et 286,30 ETPT hors plafond
- Autorisations d'engagement dont :
 - 93.051.185 € personnel
 - 34.640.629 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 60.989.650 € investissement
- 159.709.874 € de crédits de paiement
 - 93.051.185 € personnel
 - 34.432.129 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 32.226.560 € investissement
- - 2.980.096 € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le conseil d'administration approuve les prévisions budgétaires suivantes :

- - 2.980.096 € de variation de trésorerie
- - 4.849.282 € de résultat patrimonial
- + 2.150.718 € de capacité d'autofinancement
- - 2.980.096 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération



Présentation générale du projet de budget initial 2017

Eléments de contexte

Le budget initial 2017 marque le lancement des projets issus de la lettre de mission du Ministre de la Défense, adressée au Président de l'École polytechnique le 14 décembre 2015.

Recrutement des enseignants-chercheurs de haut niveau, augmentation des promotions du cycle ingénieur, création de programmes d'enseignements payants gradués, mise en place d'un internat d'excellence, lancement d'un Bachelor Ecole polytechnique.... Tous ces projets ont connu leur phase de démarrage dès 2016, afin d'atteindre leur plein régime conformément aux délais fixés par le ministre de tutelle de l'établissement.

Ce budget porte aussi la marque des projets lancés antérieurement. Les projets de décembre 2015 devaient s'autofinancer, le budget structurel sur lesquels il se greffe pose ses propres enjeux : croissance des ressources propres, retour à l'équilibre, fiabilisation des prévisions marquée par un rapprochement entre les équilibres portés par le budget initial et ceux portés par l'arrêté annuel des comptes, avec des budgets rectificatifs qui deviennent d'authentiques budgets d'ajustement, et non des budgets initiaux « bis ».

Ce budget initial est également le second en format GBCP : neuf mois après le démarrage de l'École polytechnique sous cette nouvelle réglementation budgétaire, son élaboration a nécessité une mobilisation forte des équipes administratives.

Les grandes tendances du budget initial 2017

Ce budget doit s'interpréter dans la perspective du chiffrage du COP 2017-2022. Le COP fait apparaître l'investissement initial dans les nouveaux projets, qui crée des déséquilibres prévisionnels en fonctionnement dans les premières années qui seront résorbés par les recettes supplémentaires directes (promos complètes des *graduate degrees*, finalisation du programme bachelor...) et indirecte (effet d'attractivité de l'École par le recrutement d'enseignement-chercheurs de haut niveau, sur les formations payantes comme sur le financement des projets de recherche et les mécénats).

1) Les recettes budgétaires sont en augmentation du fait du financement des objectifs du COP et de la dynamique des ressources propres.

Le versement 2017 de la subvention pour charge de service public est calculé et inscrit ainsi au budget initial 2017 :

92,7 M€ au total (94,9 avec réserve LoLF), dont :

- 4,6 M€ dédiés au financement du bâtiment bachelor (COP – 5 M€ avec la réserve LoLF), en recettes d'investissement
- 7,2 M€ de financement d'objectifs du COP, en fonctionnement, inclus dans la SCSP
- la réserve LoLF, non inscrite au budget initial, à hauteur de 2,2 M€
- le financement de la solde des élèves, à hauteur de 17,7 M€
- la SCSP de base, hors dotation COP, pour 62,8 M€

En M€	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	BI 2016 - Enc et CP	BR3 2016 - Enc et CP	BI 2017 - Enc et CP
Subventions-ministère de tutelle	68,41	68,41	65,72	63,56	63,82	68,93	70,01

En cas de versement de la réserve LolF, le montant de la SCSP reçue sera alors de 72,2 M€, soit 3,8 M€ de plus qu'en 2012.

La capacité de l'Ecole à maintenir de solides équilibres budgétaires, suffisants pour autofinancer le maintien à niveau des infrastructures de l'établissement, dépend donc fortement de sa maîtrise des dépenses, sur les coûts structurels comme sur les projets du COP, ainsi que de développement de ses ressources propres.

Les ressources propres inscrites au budget initial 2017 (voir ci-dessous) s'accroissent par les contrats de recherche (13,3 M€), les chaires (2,9 M€) et la levée de fonds (3,9 M€) – la deuxième campagne démarre, mais la Fondation de l'Ecole est déjà, depuis plusieurs mois, mobilisée sur ses contributions aux nouveaux projets.

En M€	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	BI 2016 - Enc et CP	BR3 2016 - Enc et CP	BI 2017 - Enc et CP
Ressources propres affectées	5,96	5,60	6,92	11,49	16,92	18,14	20,65
Ressources propres - scolarité	2,29	2,84	2,24	2,56	2,20	2,52	4,25
Autres ressources propres	9,11	13,20	12,88	12,18	12,93	13,11	12,51

Les ressources propres « scolarité » augmentent de 2 M€ par la mise en place des programmes « Graduate degree » et « Bachelor », qui pourtant ne tourneront pas encore à plein régime en 2017 (deuxième année pour les « graduate », première promotion, très partielle, pour le « Bachelor », en attendant la livraison du bâtiment qui doit les accueillir).

En M€	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	BI 2016 - Enc et CP	BR3 2016 - Enc et CP	BI 2017 - Enc et CP
Total recettes réelles de fonctionnement	101,16	97,01	95,112	114,209	118,21	125,38	129,63

En synthèse, les recettes de fonctionnement encaissables représentent 15 M€ de plus qu'en 2015, et 11 M€ de plus par rapport au BI 2016, par l'augmentation de la SCSP (+ 6 M€) et des ressources propres (+ 9 M€).

Les **recettes en investissement** connaissent une forte évolution, générées par l'inscription des recettes fléchées sur les opérations immobilières, qui représentent 23,1 M€ sur les 27,1 M€ inscrits, auquel il faut ajouter 3,5 M€ sur les investissements financés par les contrats de recherche.

En M€	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	BI 2016 - Enc et CP	BR3 2016 - Enc et CP	BI 2017 - Enc et CP
Total recettes réelles d'investissement	4,03	3,26	7,31	5,24	16,46	14,56	27,10

2) La masse salariale et les dépenses de personnel : budget 2017 et perspectives à moyen terme.

La soutenabilité des dépenses de personnel

Le budget initial de l'Ecole polytechnique présente, pour les rémunérations et charges sociales (RCS), une masse budgétaire de 93 051 184 € décomposée comme suit :

- Emplois rémunérés par Polytechnique sous plafond : 75 816 118 €
 - dont
 - personnels civils & militaires : 58 130 350 €
 - élèves polytechniciens : 17 685 768 €
- Emplois rémunérés par Polytechnique hors plafond : 17 235 066 €
 - dont
 - emplois aidés & doctorants MESR : 3 778 550 €
 - contractuels sur ressources propres : 13 456 516 €

Par comparaison avec le budget de l'exercice 2016 (base B.I.), les RCS évoluent comme suit :

- Personnels sur SCSP (civils, militaires, emplois aidés, doctorants MESR) : +6.4%.

L'Ecole polytechnique poursuit ses efforts de maîtrise de la masse salariale, notamment par des départs non remplacés dans les services de soutien. En parallèle de cet effort d'efficacité, la dotation « nouveaux programmes » (inscrite au BR1 2016) assure des ressources à l'Ecole pour cinq années. Cette dotation a déjà permis de constituer la base des équipes administratives « Bachelor » et « Graduate Degrees », mais également le recrutement d'enseignants-chercheurs dédiés. De même, conformément à ses engagements lors du BR1 2016, l'Ecole a recruté quatre enseignants-chercheurs de haut niveau. Le projet de budget 2017 intègre également la création d'une équipe « marketing », et d'une enveloppe dédiée à X-Talents.

En plus de ses choix propres, l'Ecole doit assumer des mesures salariales exogènes comme la hausse de la valeur du point (+500 k€), la mise en place du protocole PPCR (+80k€), la revalorisation du plancher de rémunération doctorale (+50 k€), ou la hausse des cotisations patronales d'Ircantec (+30 k€).

- Elèves polytechniciens sur SCSP : +2%.

La masse salariale estimée des élèves intègre l'extension en année pleine des 5 postes X16, ainsi que l'ouverture de 10 postes supplémentaires au concours 2017, soit 415 X17.

En parallèle du renforcement des effectifs, les dépenses indemnitaires relatives aux stages de 4^e année augmentent, de par l'effet conjugué du nombre d'élèves partants et de la hausse du coût moyen des stages.

- Contractuels sur ressources propres : +11.5%.

L'évolution prévisionnelle des RCS sur ressources propres reflète l'objectif stratégique de l'Ecole polytechnique de développer son autofinancement (conventions, contrats ERC, ANR, chaires, ...). Sa réalisation est soumise à des aléas. Les autorisations d'engagement prévues au budget ne sont utilisées que si les ressources propres sur convention sont effectivement réalisées.

Le BI 2017 intègre notamment une montée en charge des dépenses de personnel sur levée de fonds (1,7 M€).

Le respect du plafond d'emploi et de la variation des effectifs prévue au budget initial

Le plafond d'emplois inscrits dans le projet de loi de finances 2016 notifié à l'Ecole polytechnique est fixé à 2793 ETPT, décomposés en 2521 ETPT sous plafond et 272 ETPT hors plafond.

Les effectifs prévisionnels 2016 s'établissent comme suit au regard de la masse salariale inscrite au budget :

	ETP	ETPT
personnels sous plafond	2550	2501
civils & militaires	985	947
élèves polytechniciens	1565	1554
personnels hors plafond	286	286
emplois aidés & doctorants MESR	125	125
contractuels ressources propres	161	161

L'écart entre ETP et ETPT s'explique notamment par les temps partiels de droit, par les vacances de postes observées chaque année (essentiellement dues aux délais de recrutement), mais également aux recrutements supplémentaires d'élèves et de civils (financés par la subvention « nouveaux programmes »). L'autorisation de ces recrutements par le Ministère ne s'est pas accompagnée à ce stade d'une hausse du plafond d'emplois.

Le suivi de la variation des effectifs prévue au budget initial fait l'objet d'un suivi mensuel.

Conclusion sur les dépenses de personnel

L'Ecole polytechnique qui pilotait jusqu'à là ses effectifs à un niveau inférieur à son plafond d'emplois, va progressivement réduire cet écart grâce aux recrutements réalisés sur la dotation « nouveaux programmes ».

3) Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 27,6 M€

Les dépenses de fonctionnement hors dépenses affectées à l'exécution des contrats connaissent une évolution extrêmement contraintes.

En effet, alors que les premiers projets issus de la lettre de mission du 14 décembre sont lancés, leur augmentation reste limitée à hauteur de 2,4 M€ par rapport au réalisé 2015, et de 1,2 M€ par rapport au BI 2016.

En M€	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	BI 2016 - Enc et CP	BR3 2016 - Enc et CP	BI 2017 - Enc et CP
Masse salariale affectée	-4,02	-4,04	-5,10	-5,92	-12,07	-12,45	-13,41
Masse salariale non affectée	-58,51	-57,36	-58,77	-58,60	-58,18	-59,19	-61,96
Masse salariale - solde des élèves	0,00	0,00	0,00	-17,11	-17,33	-17,46	-17,69
Autres dépenses non affectées	-22,69	-25,97	-25,58	-25,14	-26,31	-29,33	-27,57
Autres dépenses de fonctionnement affectées	-0,83	-1,25	-1,38	-2,17	-5,49	-5,79	-6,87
Total dépenses réelles de fonctionnement	-86,05	-88,61	-90,82	-108,93	-119,38	-124,21	-127,48

Ce différentiel provient d'abord du volet enseignement, qui porte l'essentiel des nouveaux objectifs de l'Ecole ainsi que le coût de fonctionnement en année pleine de la nouvelle direction de l'entrepreneuriat (plus de 1 M€ d'augmentation), ainsi que des moyens généraux et la direction du patrimoine immobilier, qui portent le coût d'entretien des nouveaux bâtiments livrés en 2016 (deux bâtiments des nouveaux laboratoires déjà occupés, ainsi que le Drahi X Novation Center).

Au final, une augmentation des dépenses réelles de fonctionnement de + 18 M€ par rapport à l'exécution 2015, dont 12 M€ pour l'exécution des contrats, 3 M€ sur la masse salariale hors contrats (équipes projets, enseignants-chercheurs de haut niveau et augmentation du point), et 2 M€ de coûts de fonctionnement des infrastructures, de lancement des projets et de fonctionnement du pôle entrepreneuriat.

4) Un effort d'investissement 2017 dans la ligne de 2016

L'effort d'investissement est porté en 2017 à 38 M€, contre 23 M€ réalisés en 2015.

En M€	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	BI 2016 - Enc et CP	BR3 2016 - Enc et CP	BI 2017 - Enc et CP
Total dépenses réelles d'investissement	-9,31	-7,42	-17,49	-23,25	-22,28	-18,56	-32,23

L'année 2015 était l'année de pointe pour la construction des nouveaux laboratoires de l'Ecole ainsi que pour l'achèvement du Drahi X-Novation Center.

Les 32 M€ prévus en 2017 comportent 27 M€ pour les opérations fléchées (voir tableaux 8), et 5 M€ pour les opérations courantes, ce qui est peu pour le reste des acquisitions et des investissements de l'Ecole, notamment en termes de rénovation des infrastructures.

5) Les grands équilibres

En M€	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	BI 2016 - Enc et CP	BR3 2016 - Enc et CP	BI 2017 - Enc et CP
Total recettes réelles de fonctionnement	101,16	97,01	95,11	114,21	118,21	125,38	129,63
Total dépenses réelles de fonctionnement	-86,05	-88,61	-90,82	-108,93	-119,38	-124,21	-127,48
Impact des écritures d'ordre	-0,95	-0,57	-7,34	-8,36	-6,00	-7,00	-7,00
Bénéfice (+)/Déficit (-)	14,16	7,84	-3,05	-3,08	-7,17	-5,83	-4,85
Capacité d'autofinancement	15,12	8,40	4,29	5,28	-1,17	1,17	2,15
Total recettes réelles d'investissement	4,03	3,26	7,31	5,24	16,46	14,56	27,10
Total dépenses réelles d'investissement	-9,31	-7,42	-17,49	-23,25	-22,28	-18,56	-32,23
Impact investissement	-5,28	-4,16	-10,17	-18,02	-5,82	-4,00	-5,13
Apport (+) ou prélèvement (-) sur fonds de roulement	9,84	4,24	-5,88	-12,74	-6,99	-2,83	-2,98

Le déficit s'est installé depuis 2014, mais la capacité d'autofinancement prévisionnelle est maintenue, certes en baisse.

Il est à noter qu'une fois terminés les opérations fléchées, le niveau de l'investissement courant ne pourra pas être financé par la CAF, et que la recherche de dotations spécifiques doit donc se poursuivre, notamment via la levée de fonds, afin de maintenir un fonds de roulement acceptable.

Les grandes enveloppes budgétaires pour 2017 se présentent donc ainsi :

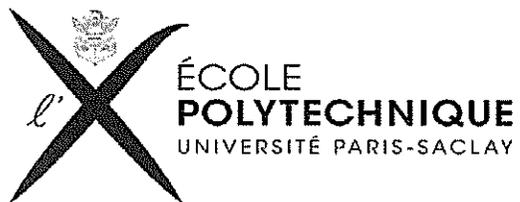
Dépenses

<i>Dépenses de personnel :</i>	93.051.185 €
<i>Dépenses de fonctionnement :</i>	34.432.129 €
<i>Dépenses d'investissement :</i>	32.226.560 €
<i>Soit un total de dépenses de :</i>	159.709.874 €

Recettes

*Solde budgétaire
(déficit)*

156.729.777 €
- 2.980.096 €



PROJET DE BUDGET

POUR

L'EXERCICE

2017

PROJET DE BUDGET

DE

L'EXERCICE

2017

Document établi en la forme prescrite par la circulaire
N° DF - 2B2O - 15 - 3028 du 20 août 2015 de la Direction Générale
des Finances Publiques et du Ministère des Finances et des Comptes Publics

Délibération du Conseil d'Administration du 13 octobre 2016

SOMMAIRE

- TAB 1 - Autorisations d'emplois (pour vote de l'organe délibérant)
- TAB 2 - Autorisations budgétaires (pour vote de l'organe délibérant)
- TAB 3 - Dépenses par destination et recettes par origine
- TAB 4 - Equilibre financier (pour vote de l'organe délibérant)
- TAB 5 - Opérations pour le compte de tiers
- TAB 6 - Situation patrimoniale (pour vote de l'organe délibérant)
- TAB 7 - Plan de trésorerie
- TAB 8 - Opérations sur recettes fléchées
- TAB 9 - Opérations pluriannuelles
- TAB 10 - Synthèse budgétaire et comptable

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	2 521.0	272.0	2 793.0

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
EMPLOIS REMPLIS PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	2550.3	2500.7	75 816	286.3	286.3	17 235	2836.6	2787.0	93 051
1 - TITULAIRES	1853.0	1834.2	38 529	0.0	0	0	1853.0	1834.2	38 529
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAP, déconcentrés dans l'organisme)	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0	0	0
* Titulaires organisme (corps propre)	1853.0	1834.2	38 529	0.0	0	0	1853.0	1834.2	38 529
- en fonction dans l'organisme :	1853.0	1834.2	38 529	0.0	0	0	1853.0	1834.2	38 529
. Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	108.0	104.6	8 438	0.0	0	0	108.0	104.6	8 438
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	17.0	16.7	938	0.0	0	0	17.0	16.7	938
. Ouvriers d'état (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	87.0	85.2	4 728	0.0	0	0	87.0	85.2	4 728
. Titulaires Mindef MAD dans l'opérateur(emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	76.0	74	6 739	0.0	0	0	76.0	74	6 739
. Elèves polytechniciens (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	1565.0	1553.7	17 686	0.0	0	0	1565.0	1 553.7	17 686
- en fonction dans une autre personne morale :	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0	0.0	0
2 - NON TITULAIRES	697.3	666.5	33 877	267.0	267	16 930	964.3	933.5	50 808
* Non titulaires de droit public	697.3	666.5	33 877	267.0	267	16 930	964.3	933.5	50 808
- en fonction dans l'organisme :	697.3	666.5	33 877	267.0	267	16 930	964.3	933.5	50 808
. Contractuels sous statut :	438.7	420.3	21 742	0.0	0	0	438.7	420.3	21 742
o CDI	326.0	311.8	16 958	0.0	0	0	326.0	311.8	16 958
o CDD	112.7	108.5	4 784	0.0	0	0	112.7	108.5	4 784
. Contractuels hors statut :	233.6	221.5	10 590	161.0	161	13 457	394.6	382.5	24 047
o CDI	39.1	37.7	2 040	0.0	0	0	39.1	37.7	2 040
o CDD	194.5	183.8	8 550	161.0	161.0	13 457	355.5	344.8	22 007
. Titulaires État détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	13.0	12.8	1 203	0.0	0	0	13.0	12.8	1 203
. CDI Mindef MAD dans l'opérateur(emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - Doctorants MESR et internationaux	12.0	11.9	342	106.0	106.0	3 474	118.0	117.9	3 816
- en fonction dans une autre personne morale :	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0	0.0	0
* Non titulaires de droit privé	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0	0	0
3 - CONTRATS AIDES			3 410	19.3	19.3	305	19.3	19.3	3 715

Tableau 2 Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	93 051 185	93 051 185	105 898 503	Recettes globalisées
Personnel hors élèves	75 365 417	75 365 417	70 014 495	Subvention pour charges de service public
Solde des élèves	17 685 768	17 685 768	17 685 768	Subvention pour Solde des élèves
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>3 500 000</i>	<i>3 500 000</i>	31 000	Autres financements de l'Etat
			850 000	Fiscalité affectée
			1 074 433	Autres financements publics
Fonctionnement et intervention	34 640 629	34 432 129	16 242 807	Recettes propres
			50 831 274	Recettes fléchées **
			11 302 759	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	60 989 650	32 226 560	14 169 537	Autres financements publics fléchés
			25 358 978	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	188 681 463	159 709 874	156 729 777	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)		-	2 980 096	Solde budgétaire (déficit)

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.

** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1 Dépenses Programmes 150 et 144								
Enseignement	32 189 467	32 189 467	2 755 796	2 755 796	16 787 000	14 977 000	51 732 263	49 922 263
Recherche	22 634 913	22 634 913	5 054 987	4 491 987	7 286 950	5 368 860	34 976 850	32 495 760
Soutien	12 296 967	12 296 967	20 285 196	20 639 696	36 639 700	11 604 700	69 221 862	44 541 362
Vie Etudiante	25 929 838	25 929 838	6 544 650	6 544 650	276 000	276 000	32 750 488	32 750 488
Total	93 051 185	93 051 185	34 640 629	34 432 129	60 989 650	32 226 560	188 681 463	159 709 874

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	-
------------------------------------	---

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charge de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	Total
PC-CO Etat français (collectivités)					24 000			400 000	424 000
PC-ET Etat français (Ministères, Ets publics) Hors élèves	70 014 495	31 000		250 433	1 170 300	11 302 759	14 169 537	17 730 000	114 668 524
PC-ET Etat français (Ministères, Ets publics) Solde des élèves	17 685 768								17 685 768
PE-AS Organismes privés (Associations)					175 000			25 000	200 000
PE-EN Organismes privés (Entreprises)			850 000	5 000	764 683			131 000	1 750 683
PE-FO Organismes privés (Fondations)					112 892			7 072 978	7 185 870
PE-PH Organismes privés (Personnes physiques)				819 000	13 995 932				14 814 932
Total	87 700 263	31 000	850 000	1 074 433	16 242 807	11 302 759	14 169 537	25 358 978	156 729 777

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	2 980 096
-----------------------------------	------------------

Tableau 4
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)			Financements (couverture des besoins)	
	Solde budgétaire (déficit) *	2 980 096	0	Solde budgétaire (excédent) *
	<i>dont solde budgétaire budget principal</i>			<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
	<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
	<i>dont solde budgétaire FU</i>			<i>dont solde budgétaire FU</i>
	<i>dont solde budgétaire BAI</i>			<i>dont solde budgétaire BAI</i>
	<i>dont solde budgétaire SIE</i>			<i>dont solde budgétaire SIE</i>
	Remboursements d'emprunts			Nouveaux emprunts
	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	0	0	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
	Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)			Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
	Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	2 980 096	0	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
	Variation de trésorerie	0	2 980 096	Variation de trésorerie
	<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	<i>633 848</i>	0	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
	<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>	<i>0</i>	-3 613 944	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
	TOTAL DES BESOINS	2 980 096	2 980 096	TOTAL DES FINANCEMENTS

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Opération 1	C 4...			
	C 4...			
Opération 2	C 4...			
	C 4...			
Opération ...	C 4...			
	C 4...			
TOTAL			0	0

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Tableau 6 Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	75 365 417	Subventions de l'Etat	70 014 495
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	3 500 000	Subventions de l'Etat - Solde des élèves	17 685 768
Solde des élèves	17 685 768	Fiscalité affectée	850 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	34 432 129	Autres subventions	24 563 828
Amortissement et provisions	10 000 000	Autres produits	16 519 940
			3 000 000
TOTAL DES CHARGES (1)	137 483 314	TOTAL DES PRODUITS (2)	132 634 031
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	-	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	4 849 282
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	137 483 314	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	137 483 314

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.*

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice	-4 849 282
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	10 000 000
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 000 000
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs	
- (C 777) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= CAF ou IAF*	2 150 718

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	-	Capacité d'autofinancement*	2 150 718
Investissements	32 226 560	Financement de l'actif par l'État	4 600 000
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	22 495 746
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	32 226 560	TOTAL DES RESSOURCES (6)	29 246 464
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	2 980 096

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-2 980 096
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	
Niveau de la TRESORERIE	

**Tableau 7
Plan de trésorerie**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	14 000	6 426	19 427	11 856	17 583	63 839	56 268	48 697	41 126	33 555	26 088	18 620	4 620
<i>dont placements</i>													
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	1 518	22 090	1 518	14 816	55 345	1 518	1 518	1 518	1 518	1 518	1 516	1 505	-13
Subvention pour charges de service public		20 575		13 298	53 827								
Autres financements de l'Etat	3		3	3	3	3	3	3	3	3	2	2	
Fiscalité affectée	71	71	71	71	71	71	71	71	71	71	70	70	
Autres financements publics	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	84	
Recettes propres	1 354	1 354	1 354	1 354	1 354	1 354	1 354	1 354	1 354	1 354	1 354	1 349	
A2 . Recettes budgétaires fléchées	4 236	4 237	4 237	4 237	4 237	4 237	4 237	4 237	4 237	4 237	4 237	4 226	-10
Financements de l'Etat fléchés	941	942	942	942	942	942	942	942	942	942	942	942	
Autres financements publics	1 181	1 181	1 181	1 181	1 181	1 181	1 181	1 181	1 181	1 181	1 181	1 179	
Recettes propres fléchées	2 114	2 114	2 114	2 114	2 114	2 114	2 114	2 114	2 114	2 114	2 114	2 105	
A3. Opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouveaux emprunts													
Opérations pour compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA													
TVA													
Autres encaissements sur comptes de tiers													
A. TOTAL	5 754	26 327	5 755	19 053	59 582	5 755	5 755	5 755	5 755	5 755	5 753	5 731	-23
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	9 418	9 417	9 417	9 417	9 417	9 417	9 417	9 417	9 417	9 313	9 312	9 416	-2
Personnel	6 638	6 637	6 637	6 637	6 637	6 637	6 637	6 637	6 637	6 637	6 637	6 637	
Fonctionnement	2 315	2 315	2 315	2 315	2 315	2 315	2 315	2 315	2 315	2 211	2 210	2 310	
Intervention													
Investissement	465	465	465	465	465	465	465	465	465	465	465	469	
B2. Dépenses sur recettes fléchées	3 910	3 909	3 909	3 909	3 909	3 909	3 909	3 909	3 909	3 909	3 909	3 915	5
Personnel	1 117	1 117	1 117	1 117	1 117	1 117	1 117	1 117	1 117	1 117	1 117	1 119	
Fonctionnement	572	572	572	572	572	572	572	572	572	572	572	574	
Intervention													
Investissement	2 221	2 220	2 220	2 220	2 220	2 220	2 220	2 220	2 220	2 220	2 220	2 222	
B3. Opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remboursements d'emprunts													
Opérations pour compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA													
TVA													
Autres décaissements sur comptes de tiers													
B. TOTAL	13 328	13 326	13 326	13 326	13 326	13 326	13 326	13 326	13 326	13 222	13 221	13 331	3
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	-7 574	13 001	-7 571	5 727	46 256	-7 571	-7 571	-7 571	-7 571	-7 467	-7 468	-7 600	-2 980
SOLDE CUMULE (1) + (2)	6 426	19 427	11 856	17 583	63 839	56 268	48 697	41 126	33 555	26 088	18 620	11 020	= total de la classe 5
													dont trésorerie fléchée = A2
													311
													dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3
													-

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier

Tableau 8
Opérations sur recettes fléchées

Bâtiment Bachelor

	Antérieures à N non dénouées	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		290 000	-110 000	-163 040	1 387 840	1 627 129
Recettes fléchées (b)	400 000	5 000 000	16 000 000	10 600 000	2 000 000	34 000 000
Financements de l'Etat fléchés (réserve non déduite)		5 000 000	16 000 000	9 000 000		30 000 000
Financements du foncier (SCSP ?)	400 000			1 600 000	2 000 000	4 000 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	110 000	5 400 000	16 053 040	9 049 120	1 760 711	32 372 871
Fonctionnement (exploitation)						
AE			53 040	159 120	160 711	372 871
CP			53 040	159 120	160 711	372 871
Investissement (conception & réalisation)						
AE	150 000	30 250 000			1 600 000	32 000 000
CP	110 000	5 400 000	16 000 000	8 890 000	1 600 000	32 000 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	290 000	-400 000	-53 040	1 550 880	239 289	1 627 129

Bâtiment d'enseignement mutualisé

	Antérieures à N non dénouées	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		367 177	2 036 714	811 901	0	0
Recettes fléchées (b)	3 533 275	14 169 537	14 175 187	632 000	0	32 509 999
Autres financements publics fléchés (ANR)	3 533 275	13 259 537	14 175 187	632 000		31 599 999
Recettes propres fléchées (EPPS)		910 000				910 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	3 166 098	12 500 000	15 400 000	1 443 901	0	32 509 999
Investissement						
AE	3 166 098	12 500 000	15 400 000	1 443 901		32 509 999
CP	3 166 098	12 500 000	15 400 000	1 443 901		32 509 999
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	367 177	1 669 537	-1 224 813	-811 901	0	0

La halle multisport

	Antérieures à N non dénouées	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		52 016	1 748 225	28 070	0	0
Recettes fléchées (b)	565 481	3 496 209	593 310	0	0	4 655 000
Autres financements publics fléchés (ANR)	565 481	3 496 209	593 310			4 655 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	513 465	1 800 000	2 313 465	28 070	0	4 655 000
Investissement						
AE	705 765	3 600 000	359 235			4 665 000
CP	513 465	1 800 000	2 313 465	28 070		4 655 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	52 016	1 696 209	-1 720 155	-28 070	0	0

SIRTA

	Antérieures à N non dénouées	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		691 985	414 075	-114 548	0	0
Recettes fléchées (b)	1 080 000	1 230 000	1 690 000	400 000	0	4 400 000
REGION	0	300 000	500 000	400 000		1 200 000
SGP	780 000	780 000	1 040 000			2 600 000
EDF et R & D	100 000					100 000
Fondation X (Levée de fonds)	200 000	150 000	150 000			500 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	388 015	1 507 910	2 218 623	285 452	0	4 400 000
Investissement						
AE	581 000	3 426 000	353 000	40 000		4 400 000
CP	388 015	1 507 910	2 218 623	285 452		4 400 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	691 985	-277 910	-528 623	114 548	0	0

Conventions

	Antérieures à N non dénouées	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		637 000	-1 063 000	-941 168	-890 281	-890 281
Recettes fléchées (b)	20 710 695	16 800 000	2 550 347	695 806	0	40 756 848
Financements de l'Etat fléchés	3 046 670	16 800 000	373 673	101 948		20 322 291
autres financements publics fléchés	7 781 691		954 421	260 393		8 996 505
recettes propres fléchées	9 882 333		1 222 253	333 465		11 438 051
Dépenses sur recettes fléchées (c)	20 073 695	18 500 000	2 428 515	644 919	0	41 647 129
Personnel						
AE	10 585 020	9 900 000	1 322 281	351 147		22 158 448
CP	10 597 020	9 900 000	1 322 281	351 147		22 170 448
Fonctionnement						
AE	4 658 999	4 100 000	709 354	188 377		9 656 730
CP	4 759 000	5 100 000	709 354	188 377		10 756 730
Investissement						
AE	4 317 675	2 800 000	396 880	105 396		7 619 951
CP	4 717 675	3 500 000	396 880	105 396		8 719 951
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	637 000	-1 700 000	121 832	50 887	0	-890 281

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a)

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses en K euros

Opérations	Montant de l'opération en K euros	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Bât. d'enseignement m	32 510	3 166	3 166	0	8 437	8 437	3 166	3 166	0	8 437	8 437	20 907	0
Halle multisports	4 655	706	513	192	3 600	3 792	706	513	192	2 926	3 119	349	674
Total programmes pluriannuels d'investissement	37 165	3 872	3 680	192	12 037	12 230	3 872	3 680	192	11 364	11 556	21 256	674
Total	37 165	3 872	3 680	192	12 037	12 230	3 872	3 680	192	11 364	11 556	21 256	674
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :													
Ss total personnel													
Ss total fonctionnement et intervention													
Ss total investissement	37 165	3 872	3 680	192	12 037	12 230	3 872	3 680	192	11 364	11 556	21 256	674

B - Recettes en K euros

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Bât. d'enseignement mutualisés	32 510		32 510	3 533	13 260	15 717
Halle multisports	4 655		4 655	565	3 496	593
Total programmes pluriannuels	37 165	-	37 165	4 099	16 756	16 310
Total	37 165	-	37 165	4 099	16 756	16 310

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Bl n	
Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	3 487 623
	2	Niveau initial du fonds de roulement	16 786 093
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	2 786 093
	4	Niveau initial de la trésorerie	14 000 000
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	666
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	13 999 334
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	188 681 463
	6	Résultat patrimonial	4 849 282
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	2 150 718
	8	Variation du fonds de roulement	-2 980 096
	9	Opérations bilancielle non budgétaires	SENS 0
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 0
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ 0
		Cautionnements et dépôts	- 0
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS 0
		Variation des stocks	+ / -
		Production immobilisée	+
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS 0
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-2 980 096
		12.a Recettes budgétaires	156 729 777
	12.b Crédits de paiement ouverts	159 709 874	
13	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers	0	
14	Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers	0	
15	Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14	-2 980 096	
	15.a dont variation de la trésorerie fléchée	633 848	
	15.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-3 613 944	
16	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14	0	
17	Restes à payer	28 971 590	
Stocks finaux	18	Niveau final de restes à payer	32 459 213
	19	Niveau final du fonds de roulement	13 805 997
	20	Niveau final du besoin en fonds de roulement	2 786 093
	21	Niveau final de la trésorerie	11 019 904
		21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	634 514
		21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	10 385 390

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale